



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de
l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**Société TotalEnergies à TOUL
Projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol**

**n° 2025-0158
AIOT 0006208313**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1226 du 29 décembre 2021 modifié portant autorisation environnementale à poursuivre l'exploitation d'une centrale électrique à cycle combiné gaz sur le territoire de la commune de Toul ;

Vu la demande d'examen au cas par cas transmise par la société TotalEnergies le 30 juin 2025 et complétée le 10 juillet 2025, relative au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol sur son site de Toul ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société TotalEnergies le 24 juillet 2025 relatif au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol sur son site de Toul ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est examinant la demande, référencé 2025_663 en date du 31 juillet 2025 ;

Considérant les caractéristiques de la demande qui relève de la rubrique n° 30 de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement « Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ombrières situées sur des aires de stationnement) » ;

Considérant que l'implantation des panneaux photovoltaïques se situe au sein du périmètre autorisé de l'installation classée ;

Considérant les impacts négligeables du projet sur le milieu ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DÉCIDE

Article 1 : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du Livre premier du Code de l'environnement, le projet d'implantation de panneaux photovoltaïques sur le territoire de la commune de Toul porté par la société TotalEnergies, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : Substantialité en cas de dispense d'évaluation environnementale

En application de l'article R. 181-46-I du titre VIII du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'implantation de panneaux photovoltaïques situé dans le périmètre de la centrale électrique à cycle combiné gaz, présenté par la société TotalEnergies n'est pas assujetti à une demande d'autorisation et relève du R. 181-46-II.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du Code de l'Environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 4 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 5 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société TOTALENERGIES

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Toul

Nancy, le

01 AOÛT 2025

Le préfet

Françoise SOULIMAN

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.